

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Consequences-possibles-de-la-crise-italienne-par-Guillermo-Almeyra>

# « Conséquences possibles de la crise italienne » par Guillermo Almeyra

- Empire et Résistance - Union Européenne - Italie -

Date de mise en ligne : dimanche 3 mars 2013

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

La Bourse italienne s'écroule devant le manque de certitude sur le futur proche, l'Union Européenne craint que la crise politique italienne conduise à court terme à la fin de l'euro et à une récession bien plus importante que l'actuelle dans toute la zone, entraînant l'Espagne, pour commencer, le Vatican, au moyen de sa revue *Famiglia Cristiana*, parle « du Risque d'ingouvernabilité, avec les catholiques en situation marginale » et Beppe Grillo lui-même, leader du « Mouvement Cinq Etoiles », prône la sortie de l'euro (en plus d'un salaire minimum de mille euros et d'Internet pour tous, entre autres choses).

La crise en Italie n'enterre pas seulement le système des partis et le régime parlementaire surgi de l'équilibre entre ceux-ci, né avec la République après la déroute du fascisme mais pourrait aussi enterrer tout le système européen laborieusement construit depuis le Pacte de Rome, en 1957, qui a servi de base à la Communauté Économique Européenne et, avec les deux, toute la vieille gauche d'entre les deux guerres, déjà blessée à mort en France, en Belgique, en Espagne, en Grèce (et qui a même été battue à plat de couture à Chypre par une droite de banquiers).

Que disent les résultats électoraux ? Le premier parti, avec huit millions de votes, 109 députés et 54 sénateurs, est maintenant le Mouvement Cinq Étoiles, un non-parti avec des non-statuts (Grillo est propriétaire de la marque sur Internet et peut le dissoudre s'il veut). Ce non-parti fonctionne par le réseau électronique et, au lieu de sièges, il a « meetups » locaux, qui sont centres ouverts d'information où on informe sur la réalité locale et toute l'activité du M5E. Ses parlementaires ne se considèrent pas comme tels mais « citoyens », comme dans la Révolution Française, et ont en moyenne de 37 ans. Le plus important est qu'ils s'appuient sur un rejet généralisé de tout l'establishment, qui pour la population inclut tous les partis dans le pays où 34 % des votants supportait jusqu'à il y a trois décennies le Parti Communiste, le plus grand d'Occident. L'abstentionnisme record (un million et demi de plus que lors des dernières élections) s'ajoute en grande partie aux huit millions de votes octroyés au mouvement d'un comique et les deux expriment le rejet du système. Ce rejet n'est pas un mouvement antipolitique de droite, semi-fasciste comme le fut dans l'immédiat après-guerre celui de *l'Uomo Qualunque* [1] ou son équivalent français, le Poujadisme : c'est en revanche une claire et forte protestation politique. Cependant, le M5E a obtenu ses votes, majoritairement, parmi les ex-votants du centre-gauche et de la gauche mais manque d'idées, de programme, d'objectifs et a en revanche une grande charge de colère et, en partie, de désespoir parce qu'en Italie les jeunes dans la pauvreté sont 32.3% (contre 24.2 % de moyenne européenne) et souffrent d'un chômage supérieur à 50 %.

L'importance de cette rupture avec le système exprimé par le M5E et la progression de l'abstention s'exprime en quelques chiffres : le parti Démocratique (d'ex-communistes aujourd'hui sociaux - libéraux) a perdu plus d'un tiers de ses votes et 3.5 millions de votants par rapport aux élections de 2008 ; la gauche anticapitaliste n'a pas obtenu un député et a perdu trois quarts des 5.8 % qu'il avait en 2008 ; le parti de Berlusconi a perdu six millions de votants et presque la moitié des votes en pourcentage et la Ligue Du nord, son allié, plus de la moitié et a moins eu trois millions de votes, avec les quels se volatilisent ses prétentions régionales séparatistes.

Que va faire Grillo, leader - entrepreneur du M5E ? En Sicile, son mouvement gouverne allié au PD (centre-gauche très modéré) et loue ce « modèle ». Appuiera-t-il le PD et l'accord presque inévitable entre celui-ci et le groupe de Monti, qui est la droite sérieuse, mais sur la base de chaque loi ? Le M5E, qui rejette les partis et la politocaille, entrera-t-il dans le jeu parlementaire avec indépendance, en consultant avant chaque décision sa base, ou passera-t-il des accords ? La ligne économique fondamentale sera-t-elle aux mains de l'alliance entre le PD de Bersani et de Monti, le banquier et d'homme de l'U.E. ou, en absence de politiques claires le capital émigrera, le chômage déjà énorme augmentera, y aura-t-il une crise financière qui entraînera à d'autres pays européens ? Les jeunes néoparlementaires qui ont jusqu'à présent pour bagage principal leur honnêteté, commenceront-ils à se diviser entre ceux plus à gauche et radicaux, les plus conservateurs et étatistes et les conciliateurs, comme cela est arrivé avec les jacobins, les girondins et gens du Marais dans la Révolution Française ? La pression de l'Union Européenne et, surtout, de l'Allemagne, les unira-t-elle ou les divisera-t-elle ? Les bases dispersées et hétérogènes qui ont voté pour eux, feront-elles pression à leur tour et commenceront-elles à s'organiser derrière un objectif ?

Pour avoir une réponse à ces questions et à beaucoup d'autres, il faudra attendre les premières décisions politiques du M5E, ses premières propositions de lois, ses positions tant au Parlement qu'au sujet de l'élection d'un nouveau président parce que le libéral Giorgio Napolitano, ex-communiste de droite, termine son mandat en mai.

Avec la majorité à la Chambre des députés, Bersani pourrait recourir à l'appui de Monti et au vote ponctuel, la loi par loi, du M5E pour changer la loi électorale conçue par Berlusconi pour avoir plus de sénateurs et, avec l'appui de l'UE et de l'*establishment*, convoquer de nouvelles élections, au moins pour le Sénat. Mais le pays réel suivrait divisé par 20 pour cent de droite et d'extrême-droite, encore 20 pour cent de centre-droite et droite du grand capital (Bersani et Monti) et plus de 35 pour cent qui ne se sentent pas représentés par le système. Ceux-ci se mobiliseront-ils non seulement pour les élections et dans le jeu parlementaire, comme cette fois ? S'ils le font : quelles formes d'organisations donneront-ils à leur protestation puisque avec juste raison ils critiquent les syndicats parce qu'ils sont bureaucratisés et intégrés dans le système et les partis parce qu'ils font partie de l'État capitaliste ?

**Guillermo Almeyra** pour La Jornada de México

[La Jornada](#). Mexico, le 3 mars 2013.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo](#). Paris, 3 mars 2013.

### **[[Contrat Creative Commons](#)]**

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

---

[1] Rassemblement de mécontents né autour de l'hebdomadaire *l'Uomo qualunque*, fondé en décembre 1944 par G. Giannini ; bénéficiant des sympathies fascistes, le mouvement se transforme en parti en février 1946 (congrès national de Rome) et remporte d'importants succès aux élections de juin. Il décline dès 1948 et, concurrencé par le MSI, est dissous par son fondateur en 1955